

Dans le bouquin que nous avons écrit ensemble (Apprendre à désobéir, petite histoire de l'école qui résiste, edts de la CNT), Grégory Chambat et moi posons une question qui se pose à tout enseignant (et pas seulement aux enseignants) : Travaillons-nous pour l'Etat qui nous paye, ou pour les enfants dont nous avons la charge ? C'est que les deux ont assez souvent des intérêts divergents. Entre le marteau et l'enclume, les enseignants, tôt ou tard, sont sommés de choisir leur camp. Dans une époque comme la nôtre, où l'Etat peut sans vergogne installer des Tribunaux Administratifs à l'intérieur des Centres de Rétention, cette question se décline en sous-questions qui sont de véritables choix à faire pour les enseignants : inscrire les enfants ou non sur le fichier Base-Elèves. Faire remonter ou pas les résultats des évaluations. S'acquitter de ses heures de soutien ou en faire autre chose. Transmettre au rectorat la nationalité des enfants -ou s'abstenir de le faire. Mais aussi tout simplement, pour les directeurs d'établissements scolaires, inscrire ou non certains enfants à l'école.

Car le rouleau compresseur s'alourdit et accélère, qui écrase avec une férocité grandissante tous les enfants non conformes : si étrangers et fous n'ont jamais été les bienvenus à l'école de la République, aujourd'hui l'Etat légifère sur leur accueil d'une façon si déloyale qu'elle organise, de fait, leur exclusion. Je prendrais deux exemples précis : celui des enfants des bidonvilles (en France, accessoirement, ce sont la plupart du temps des Roms) et celui des enfants porteurs de ce qu'on appelle les TED : Troubles Envahissants du Développement. Pour le dire brutalement, il semble qu'un système scolaire qui a fait de la rentabilité sociale et économique son credo ne tienne pas du tout à garder en son sein des petits humains qui ne pourront jamais constituer une chair à patrons rentable. Dont on subodore même qu'il faudra, hélas, investir à perte sur leur gestion.

L'évolution des objectifs de l'institution scolaire va de

plus en plus vers une recherche à la fois de contrôle et de rationalisation. Le taux acceptable de rebut ne cesse de grandir. Ce rebut, autrefois toléré à l'intérieur des établissements scolaires mais souvent cantonné dans des classes spécialisées (pour un accueil théoriquement provisoire, mais parfois durable), tend à être tout simplement jeté dehors ou refoulé à l'entrée.

Dans le cas des enfants roms, le refoulement est quasiment devenu la règle. Bien qu'il ne soit pas du tout obligatoire d'avoir un domicile fixe pour être scolarisé (un certificat de vaccinations et un document d'état-civil suffisent), ces enfants se voient refuser l'inscription par nombre de mairies. Sur la couleur politique de ces mairies qui ne veulent pas voir les enfants tsiganes et surtout leurs parents s'incruster dans le paysage, il n'y a rien à dire, sinon qu'elle va du rouge au brun en passant par le rose, le bleu et le vert. Les gamins des rues, en France, sont de plus en plus nombreux (40 000 selon la dernière évaluation). La prostitution infantile est en augmentation et le travail des enfants est réapparu, indices d'une pauvreté en explosion mais aussi d'une crispation haineuse de la population contre les plus pauvres des pauvres. Cette hostilité massive autorise les politiques non seulement à les priver sans vergogne des moindres subsides (en témoigne l'hallucinante mesure de Valls de réduire l'aide au retour des Roms de 300€ par adulte et 100€ par enfant à 50€ par adulte et 30€ par enfant), mais aussi à les brutaliser sans répit, à les mettre dans des situations insolubles -interdiction de travailler, obligation d'avoir un revenu minimum pour ne pas constituer une charge "excessive" pour l'Etat français, expulsions répétées empêchant toute insertion "pour des raisons de salubrité" (il est vrai qu'on dort mieux en plein air que sous un toit de tôle l'hiver)- à les priver enfin très efficacement du moindre accès à l'éducation, à la santé, à des conditions de vie décentes, à la possibilité de défendre leurs droits.

Et l'école dans tout ça ? C'est que si les enfants obtiennent des certificats de scolarité, cela peut compliquer les mesures régulières d'expulsion qui rejettent ces familles de bidonvilles en dépotoirs, toujours plus loin des regards, toujours plus près de l'arbitraire des policiers, comme à saint-Fons, dans l'agglomération lyonnaise, ou de la population, comme à Marseille. Dans d'autres pays, ce qui s'est passé dans ces deux endroits s'appelle un pogrome.

Certaines associations obtiennent des scolarisations qu'elles vont chercher une à une avec les dents, même quand un arrêté d'expulsion a été prononcé. Elles sont parfois soutenues par l'Education Nationale, comme à Noisy-le-Grand où quelques enfants sont entrés à l'école malgré le refus du maire de les inscrire. Ou à Champ-sur-Marne, où la maire court-circuitée par l'EN et les associations s'insurge que "des parents se voient refuser la scolarisation de leurs enfants en maternelle et constatent des effectifs élevés en élémentaire" (on se demande comment cette dame considère les Tsiganes si scandaleusement autorisés à jouir de l'école, alors. Ne seraient-ils pour leur part ni des parents, ni des enfants ?) Mais la plupart du temps, il n'y a pas d'association sur la brèche, pas de directrice d'école pugnace et concernée comme Véronique Decker à Bobigny ou Céline Branchu à Champs-sur-Marne. La plupart du temps les Roms qui essaient de scolariser leurs enfants n'arrivent même pas jusqu'aux instituteurs qui pourraient les soutenir.

Cependant un décret bien ennuyeux mais point trop contraignant a été promulgué dernièrement, qui incite fortement les maires à scolariser tous les enfants, tous tous, fussent-ils expulsables et expulsés à loisir d'une commune à l'autre tout au long de l'année. Alors on scolarise, c'est à dire qu'on met ces enfants devant un enseignant, dans des locaux protégés des intempéries. Peu importe qu'ils aient de 6 à 12 ans, que certains soient des locuteurs français et d'autres pas

encore. C'est ça la scolarisation : des enfants devant un enseignant, le tout à l'abri de la pluie. Il n'est stipulé nulle part que cette installation prénommée "classe" doive se trouver dans une école, ni être équipée d'eau courante, de sanitaires ou d'une cantine, et puis quoi encore ?

C'est ainsi qu'à saint-Fons (encore !), dans la même commune où quelques dizaines de flics accompagnés de chiens ont débarqué armés jusqu'aux dents dans le plus grand squatt rom du secteur pour saccager les cabanes, s'amusant à arroser une jeune mère et son bébé et à balancer des lacrymos à bout portant sur les femmes et les gosses, (on peut imaginer les rapports des Roms du coin avec les serviteurs de l'ordre), les enfants tsiganes sont scolarisés, hurra !... au commissariat, à 5 kilomètres de leur bidonville, sans ramassage scolaire cela va sans dire, pour traverser une zone industrielle sillonnée par des norias de camions, sans toilettes, sans eau courante, sans cantine. S'ils arrivent en retard, porte close ! Ça leur apprendra à respecter les horaires. Et tant pis s'ils ne mangent pas entre midi et deux, ça les regarde. La mairie est irréprochable, on peut le dire : les enfants roms sont scolarisés, oui ou non ? Devant une enseignante une vraie, de l'Education Nationale, oui ou non ?

À Ris-Orangis, 13 enfants Roms sont scolarisés dans une annexe du gymnase, en bordure de la nationale. Là encore, le maire veut bien scolariser les enfants tsiganes, mais pas les mélanger avec les vrais gens. À l'école de tout le monde les petits Roms ? Et puis quoi encore ?

En tant qu'instit, on peut se poser la question cruciale de la complaisance de l'Education Nationale à couvrir ce genre de procédés, qui pourrait bien faire école, si on ose dire. Bientôt des vraies classes, avec de vrais instits, dans les CRA ? Il me semble que tous les acteurs de l'éducation, parents, enseignants, médecins, psychologues, devraient réagir à ce scandale qui risque de devenir une sale habitude. Ce n'est plus l'école à

deux vitesses, c'est l'école à deux institutions. L'une, la vraie, pour les enfants français dûment estampillés, l'autre, la sous-école, pour les sous-enfants des sous-citoyens, le tout le plus officiellement du monde au sein de l'Education Nationale, qui est une grande famille à l'ancienne, avec appartements princiers et chambres de bonnes.

L'autre exclusion massive concerne ces enfants atteints de ces troubles marqués de la communication et de l'interaction sociale qu'on regroupe sous l'appellation générique de TED (Troubles Envahissant du Développement) ou TSA (Troubles du Spectre Autistique). Je refuse d'y ajouter les intérêts restreints et les comportements stéréotypés et répétitifs qui complètent prétendûment le tableau, tant ces symptômes me paraissent relever d'une interprétation restrictive, péjorative et sommaire de ceux que les autistes appellent neurotypiques vis-à-vis de fonctionnements mentaux qui leur échappent. Même les autistes de Kanner, à savoir ceux qui accèdent difficilement au langage (pour peu qu'on comprenne comment les y inciter), ne sont plus considérés aujourd'hui comme des déficients mentaux, voire des débiles profonds : on a découvert, et c'est heureux, leur intelligence atypique mais souvent exceptionnelle. Quant à ceux qu'on appelle "autistes de haut niveau" et "Asperger", quelques cas comme Glen Gould, Georges Lucas ou Albert Einstein ont rendu célèbres leurs capacités ainsi que leur anticonformisme viscéral. Le problème, c'est que ces enfants -et ces adultes- sont ce qu'on appelle des aveugles ou des mal-voyants de la communication. Ils sont souvent immergés en eux-même, noyés dans une hypersensorialité qui fait que les bruits, les couleurs, les lumières, les contacts sont pour eux "réglés à fond", et le fait qu'ils n'aient pas effectué le tri neuronal comme tout le monde rend leur perception du monde à la fois superlative et fragmentée. Enfants, ils ne parlent pas forcément, n'expriment pas d'intérêt affectif pour

les autres (bien que leurs affections soient vives), et il leur arrive de réguler l'hypersensibilité sensorielle par des mouvements de balancement, des mélopées, des gestes répétitifs. Ils sont toujours totalement décalés par rapport aux autres. Ils peuvent apprendre à lire seuls à quatre ans mais ne pas être propres à sept. Ils sont très perturbateurs dans un groupe. Ils ne comprennent pas les codes sociaux.

L'école, dont tous les opérateurs se gargarisent en vantant le rôle crucial qu'elle joue dans la socialisation de l'enfant, est pour ces enfants à la sociabilité déficiente mais potentiellement brillants un lieu de rejet, d'exclusion et d'humiliation. La seule définition ressassée jusqu'à la nausée de l'autisme est celle d'une maladie mentale. Dans un forum qui s'appelle Asperansa, un de ces innombrables forums où les autistes parlent entre eux et aux neurotypiques (NT), l'un des intervenants écrit : "Sinon, nous pouvons nous passer des strates des chagrins, et interpréter l'autisme comme un pli de plus dans le tissu de l'humanité. Parlant pratiquement, cela ne signifie pas prétendre que les adultes atteints d'autisme n'ont pas besoin d'aide. Mais cela signifie de remplacer la pitié envers eux par de l'ambition pour eux. La clé de ce point de vue est une reconnaissance du fait qu'«ils» font partie du «nous»(...)"

Vœu pieux ! Et qui pourrait bien s'appliquer à toutes les formes de différences. Car si les Tsiganes et les autistes ont un point commun, c'est d'être "altérisés" jusqu'au délire par des gens beaucoup plus nombreux qu'eux, et qui ne peuvent les envisager que comme un problème. Qui refusent leurs singularités. Qui les pathologisent, les anormalisent, les infériorisent.

L'intégration scolaire des autistes a été une grande cause nationale il y a peu. La France est l'un des pays au monde qui s'est montré le plus destructeur avec les autistes et leurs parents, en raison de la quasi toute-puissance pendant longtemps dans ce pays du discours

psychanalytique. Bruno Bettelheim, pour ne citer que lui, a voué à l'aliénation définitive, au silence et à l'enfermement des générations d'autistes, et à la culpabilité mortelle leurs mères accusées d'être sans cœur. Longtemps après qu'aient été révélées par l'autopsie les particularités des cerveaux d'autistes, longtemps après que des médecins comme Lovaas ou Chopper aient mis au point des méthodes spectaculairement efficaces pour tous les enfants autistes (TEACCH, ABA), la plupart des praticiens français sont restés criminellement imperméables. Il en est de même de l'institution scolaire. Sur une classe parisienne de CLIS spécialisée dans l'accueil d'enfants autistes (au nombre de 3, puis 5), les intervenants, parlant de leurs petits élèves, mettent en avant la dimension traumatique du trouble dont ils souffrent. Cela se passe il y a quatre ou cinq ans : on n'est pas sortis de l'auberge. Dans une autre, en phase d'ouverture actuellement, une orthophoniste spécialisée dans le traitement de l'autisme voudrait intégrer une enfant Asperger de sept ans qui parle comme un livre, a sauté une classe, présente un QI de 144 et est hyperactive. Cette enfant, il est vrai, perturbe considérablement le cours élémentaire "normal" où elle n'est scolarisée qu'à mi-temps et avec l'aide d'une AVS, le reste de sa scolarité se déroulant à la maison sous forme de cours au CNED. En somme, elle parle de déraciner en cours d'année cette fillette du groupe classe qu'elle connaît pour l'intégrer, au sein d'une autre école qu'elle ne connaît pas, à un groupe restreint voire très restreint d'enfants eux aussi autistes. C'est ce qui s'appelle de la socialisation.

L'intégration des enfants handicapés se fait avec l'aide d'Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS). Précaires, peu ou pas formés, payés au lance-pierre, ils témoignent du mépris dans lequel l'Education Nationale tient les enfants handicapés comme ses personnels. Ma fille, qui s'était renseignée sur ce travail, s'est vue proposer pour

moins d'un SMIC la prise en charge d'une quinzaine d'enfants psychotiques. Si l'accompagnement d'enfants handicapés moteurs, si pénible qu'il soit, ne réclame pas de compétences pointues, la prise en charge d'enfants atteints de TED est vouée à l'échec sans une formation spécifique. C'est ainsi que l'Education Nationale rend concrètement impraticable l'intégration scolaire des enfants autistes par les modalités même suivant lesquelles elle prétend les intégrer. En 2006, 2,5% des enfants souffrant de TED, soit à peu près 500 d'entre eux, étaient scolarisés. Depuis, la Haute Autorité de Santé a désavoué la psychanalyse dans le traitement de l'autisme, déclenchant une hallucinante levée de bouclier de la part des psychanalystes, en guerre déclarée avec les parents d'enfants autistes massivement favorables aux méthodes comportementalistes. C'est qu'au contraire de la psychanalyse, ces méthodes permettent à nombre d'autistes autrefois mutiques d'apprendre à parler, d'acquérir des savoirs, d'exercer un métier, de s'intégrer socialement. À un journaliste qui lui demande pourquoi les parents d'enfants autistes voudraient confier leurs enfants à des professionnels qui selon ses dires, pratiquent le dressage, le docteur Bokobza répond avec beaucoup d'amour et une empathie typiquement neurotypique que c'est plus reposant pour les parents, c'est tellement l'horreur d'avoir un enfant autiste ! Si c'est ainsi que ce doux psychiatre voit les enfants autistes (et leurs parents), je comprends que ceux-ci hésitent à lui confier la chair de leur cœur.

Ce qui est carrément horrible dans le fait d'avoir un enfant autiste, c'est d'être confronté à l'incompréhension, la brutalité, la suffisance et le mépris dont témoigne l'institution scolaire à son égard. Le refus à peu près irréductible qu'elle lui oppose de s'approprier un minimum de connaissances sur ce trouble si particulier, le refus en somme de devenir compétente et d'acquérir quelques savoir-faire éprouvés



qui puissent permettre une réelle intégration, un accueil favorable. Au lieu de quoi l'approche des TED ignore encore superbement tous les progrès cognitifs réalisés ces dernières décennies partout ailleurs dans le monde, et l'EN pratique une insertion tâtonnante, expérimentale, avec des professionnels parfois bouchés et des auxiliaires surexploités et sans formation.

Il me semble qu'à l'instar de la scolarisation des enfants tsiganes, la scolarisation des enfants autistes n'est pas un point de détail. Elle pose la question cruciale de l'exclusion, elle dessine en ombre chinoise la silhouette du pestiféré. Elle définit une école du refus, de la fermeture, mais aussi une école de l'hypocrisie, qui fait semblant d'intégrer pour mieux désintégrer. Et cela aussi est éducatif, de façon terriblement négative. C'est pourquoi tout enseignant qui chérit l'émancipation des individus comme des groupes doit s'emparer de cette problématique du rapport du groupe à l'individu. Du rapport de l'institution à la variété foncière, irréductible de l'humain. Pour connaître les gens, il faut d'abord les reconnaître. Et puis s'apercevoir que les Tsiganes ont une histoire, une culture, une langue, qui a d'ailleurs depuis longtemps laissé des traces dans la nôtre : costaud, romanichel, choucard, surin ou berges pour parler d'années viennent de la Romani, langue d'origine indienne qui n'a rien à voir avec le Roumain. Et Rom, ça veut dire "homme", tandis que Manouche (manush) signifie "humain". Peut-être que les Roms, issus d'une culture nomade non individualiste qui néglige la matérielle et survalorise les liens de solidarité dans les groupes étendus, ont deux ou trois trucs à nous apprendre sur des façons différentes, non compétitives, coopératives d'être ensemble.

Et un autiste, c'est juste une autre version de l'humain, avec une autre sensorialité, des connexions neuronales différentes, et plus souvent que chez les neurotypiques des compétences extrêmes dans un domaine précis. Comme ils ne monopolisent pas les

deux tiers de leur cerveau sur des compétences sociales, les autistes développent plus souvent que les neurotypiques des compétences mathématiques, musicales, scientifiques, linguistiques ou artistiques. Dans un groupe harmonieux, les capacités de chacun sont un avantage global pour tous. Séparer, trier, classer, c'est appauvrir tout le monde. Eduquer des groupes et pas seulement des individus fait partie des défis d'une pédagogie fondée sur l'épanouissement humain. L'école, c'est certain, est le reflet de la société. L'école oui, pas forcément les enseignants, pas nécessairement les personnels de l'EN. Heureusement !